

Coronavirus en Italie : « Si la contagion gagnait le sud, le nombre de morts exploserait en raison du délabrement du système de santé »

[lemonde.fr/idees/article/2020/03/10/coronavirus-en-italie-si-la-contagion-gagnait-le-sud-le-nombre-de-morts-exploserait-en-raison-du-delabrement-du-systeme-de-sante_6032498_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/10/coronavirus-en-italie-si-la-contagion-gagnait-le-sud-le-nombre-de-morts-exploserait-en-raison-du-delabrement-du-systeme-de-sante_6032498_3232.html)



« Les seules voix critiques viennent d'associations de médecins, et ce n'est pas une coïncidence : ils ont la compétence mais pas de responsabilités politiques. » (Photo : à la gare de Termini, à Rome, le 10 mars.) TIZIANA FABI / AFP

Tribune. Pour réduire les risques de contagion due au coronavirus, l'Italie a mis en œuvre des mesures de sécurité exceptionnelles. Le président du conseil, Giuseppe Conte, a annoncé, le 9 mars dans la nuit, que tout le pays était placé en « zone rouge » et que les restrictions déjà en vigueur dans une grande partie du nord du pays s'appliquaient à toute la péninsule.

Il est désormais interdit de s'éloigner de sa commune de résidence et de voyager. Le contrevenant risque jusqu'à trois mois de prison. L'enseignement a été suspendu dans les écoles et les universités. Les musées, les gymnases, les piscines, les stations de ski sont fermés. Bars et restaurants ferment après 18 heures et pendant leurs heures d'ouverture, les clients doivent conserver entre eux une « distance sociale » d'au moins un mètre.

Ces mesures sans précédent en Italie, comme en Europe depuis au moins un siècle, sont à la mesure de la gravité de la situation. Le nombre de personnes contaminées et de morts est le plus élevé après la Chine. En partie cela est dû au fait que l'épidémie est apparue en Italie avant les autres pays européens, avec l'arrivée depuis la Chine de personnes déjà infectées mais sans symptômes apparents.

Lire aussi Coronavirus : « Un mégachoc de ce type nécessite un meilleur partage du risque »

L'incubation est de quinze jours, et ils en ont infecté d'autres. Ce nombre de cas très élevé s'explique aussi par des raisons « *méthodologiques* », les autorités faisant subir de nombreux tests, y compris à des gens sans symptôme, ce qui a permis de déceler précocement beaucoup de malades. Mais la situation italienne actuelle ne fait malheureusement qu'anticiper ce qui risque de se passer dans d'autres pays européens et extra-européens.

Des erreurs

Incontestablement, il y a eu des erreurs dans la gestion des mesures de prévention. Ainsi en est-il du blocage, dès le 31 janvier, des vols en provenance de Chine : les passagers sont alors arrivés en Italie, après des escales intermédiaires, sans être soumis à des tests et sans pouvoir être identifiés. La confusion a été également aggravée par des dysfonctionnements structurels : la santé dépend des administrations régionales avec d'énormes disparités entre le nord et le sud du pays. Ces dernières prenaient des décisions ensuite souvent annulées par le gouvernement.

Les initiatives du gouvernement face à l'épidémie font consensus. Il est difficile de s'opposer, notamment en termes politiques, à des mesures de précaution. Ceux qui demanderaient leur allègement s'en repentiraient vite si l'épidémie devait prendre encore de l'ampleur. Les seules voix critiques viennent d'associations de médecins, et ce n'est pas une coïncidence : ils ont la compétence mais pas de responsabilités politiques. Ils soulignent que l'infection avec le Covid-19 n'est pas beaucoup plus sérieuse que celle d'une grippe classique et que les morts sont dans l'écrasante majorité des personnes âgées déjà porteuses d'autres pathologies. Au début, certains pensaient que les restrictions imposées étaient exagérées. Il n'en est plus ainsi.

Lire aussi Coronavirus : toute l'Italie est placée en « zone rouge »

D'autres facteurs, notamment organisationnels, expliquent l'alarme des autorités. Le principal syndicat de médecins italien relève que les places disponibles en réanimation dans les trois régions pour le moment les plus exposées – Lombardie, Vénétie et Emilie-Romagne – s'élèvent en tout à mille huit cents. En temps normal, 40 % restent vides pour être à même de faire face à des urgences. Là, ces lits sont occupés à 95 %, donc le système arrive à saturation, alors même que le nombre de malades ayant besoin d'aide respiratoire ne cesse d'augmenter.

Un document de la société italienne d'anesthésie précise les principes à suivre en cas d'impossibilité d'admettre en réanimation tous les malades qui en auraient besoin, reconnaissant implicitement qu'ils seront choisis en fonction de leur âge et de leurs conditions cliniques. Il ne faut pas oublier non plus que les trois régions du nord au cœur de l'épidémie sont aussi celles où les structures sanitaires sont les meilleures. Si la contagion devait gagner le sud de l'Italie le nombre de morts augmenterait de façon exponentielle en raison du délabrement et du sous-financement du système de santé dans ces régions.

Paris encore plus exposé

Les hommes politiques italiens, à commencer par Giuseppe Conte, ne cessent de répéter : « *Nous devons modifier notre style de vie.* » Cette épidémie impose une mutation anthropologique au moins temporaire. On nous demande de mutiler notre sociabilité et de renoncer à voyager. Nous devons redécouvrir une manière plus lente de travailler, avec moins de réunions.

Comme le souligne le philosophe Roberto Esposito, nous assistons simultanément « à une médicalisation de la politique et à une politisation de la médecine ». Les choix politiques se fondent sur la nécessité de l'hygiène publique. En même temps que l'on demande à la médecine des prévisions pour pouvoir reprendre la vie économique du pays. Ultime paradoxe : depuis des décennies les investissements dans la recherche médicale étaient centrés avant tout sur la lutte contre les maladies chroniques. Notre système de santé, déjà fragile, risque d'imploser à cause d'une épidémie virale.

Lire aussi Face au coronavirus, l'Italie étend les mesures d'isolement à tout son territoire
Les mesures prises en France vont probablement être renforcées ces prochains jours notamment avec des restrictions sur la liberté de circulation. L'interconnexion est une conquête de la mondialisation, mais il y a le revers de la médaille. Il est significatif que l'épidémie ait débuté en Italie dans les régions économiques les plus dynamiques, qui ont le plus de relations économiques avec l'extérieur, et notamment avec les puissances émergentes d'Asie.

Une ville comme Paris, « hub » de multiples connexions est à cet égard encore plus exposé. D'où la nécessité pour les autorités françaises d'agir vite pour éviter une envolée de l'épidémie. La structure administrative centralisée française est un atout pour prendre des mesures claires et efficaces. La question reste celle de la volonté politique.
(traduit de l'italien par Marc Semo)

Antonio Maturo est professeur de sociologie de la santé à l'université de Bologne.

Antonio Maturo(Sociologue)